

# CHRONIQUE DU MALAISE :

## Pegasus

On se souvient du Capitaine Renault au Rick's Café dans le film Casablanca :

*– Quel scandale ! J'apprends qu'on joue ici !* dit-il d'un ton indigné tandis qu'un employé, sortant de la salle de jeu clandestine, lui glisse discrètement dans la main l'enveloppe avec ses gains du jour.

Quel scandale ! On apprend que les états et les gouvernements espionnent leurs opposants politiques ! C'est ainsi que l'affaire Pegasus a fait irruption il y a un an au Parlement européen. Elle a pris le devant de la scène à partir de nouvelles découvertes sur ces pratiques d'espionnage venant de gouvernements non seulement extérieurs à l'Europe, mais en son sein même.

Pegasus est un logiciel espion, conçu par la société israélienne NSO Group, destiné à pirater les smartphones pour accéder à toutes les informations enregistrées dans leur mémoire, mais aussi pour déclencher l'enregistrement audio, la caméra ou la géolocalisation. Officiellement, il ne peut être vendu qu'à des organisations étatiques pour la surveillance de personnes soupçonnées de terrorisme ou d'autres crimes graves. Dans la pratique, il se révèle être aussi utilisé par des régimes démocratiques pour surveiller des journalistes et des opposants politiques.

On a appris, par un consortium de médias internationaux, que le président de la République française, Emmanuel Macron, aurait fait partie de la liste de cibles potentielles de

Pegasus de la part de gouvernements étrangers, parmi lesquels le Maroc est le principal suspect. Mais son « utilisation abusive » à l'intérieur même d'un pays a été découverte spécialement en Hongrie, en Pologne, et – mon Dieu ! – en Espagne aussi – contre les parlementaires indépendantistes catalans, jusqu'à atteindre l'intimité même du président du gouvernement de la *Generalitat*. Ces jours-ci l'affaire Pegasus vient d'atteindre une magnitude exceptionnelle avec le rapport connu sous le nom de *Catalangate*. On y découvre que cette opération a atteint, et de loin, le plus grand nombre de politiciens d'un même pays, – plus de la moitié des membres du Parlement catalan et tous les membres du gouvernement qui y représentent l'état espagnol.

La question s'est donc posée : qui aurait pu planifier un projet aussi vaste et coûteux, connu sans aucun doute des plus hautes autorités de l'état et du gouvernement espagnol, tout en estimant devoir le laisser dans l'ombre ? Comment, d'ailleurs, les appareils d'état peuvent-ils en arriver à s'espionner eux-mêmes ? Eh bien, la réponse est plus simple qu'il n'y paraît. On n'a pas à chercher trop loin dans les soi-disant égouts de l'état. L'idée est venue à quelqu'un qui savait, justement, que le *Catalangate* serait sans doute dévoilé au bon moment, cessant d'être un secret, pour montrer que cette pratique « abusive » peut être maintenue sans entraîner, pour le moment, aucune conséquence pour ceux qui la soutiennent. Et la plus grande force de cette pratique est, suivant la maxime de Michel Foucault, que les espionnés – députés et parlementaires – sachent publiquement qu'ils sont toujours sous le regard du pouvoir de l'état.

La politique est le semblant, disait Jacques Lacan. Mais le semblant n'est pas la tromperie, la simple dissimulation ou le mensonge. Avec l'affaire Pegasus, il s'agit de faire semblant que l'abus de pouvoir n'a rien de secret lorsque l'autre est toujours rendu suspect de cacher quelque chose.

*Miquel Bassols*